



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Melez-vous-de-vos-affaires>

Lecture

Mêlez-vous de vos affaires !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1987 - N° 852 - janvier 1987 -

Date de mise en ligne : jeudi 23 juillet 2009

Date de parution : janvier 1987

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Parmi tous les livres portant sur l'Économie parus ces derniers mois, j'ai retenu celui-ci en raison de la personnalité de son auteur et de son appartenance politique.

L'AUTEUR ET LE LIVRE

Claude Quin, 53 ans, conseiller municipal PCF de Paris de 1977 à 1981, a été responsable d'études économiques en entreprise pendant 15 ans, professeur associé de gestion à l'Université de Paris-Dauphine durant 8 années, rédacteur en chef de « Économie Politique » de 1974 à 1981. M. Quin fut nommé président du conseil d'administration de la RATP le 5 août 1981. Désigné par le premier gouvernement Mauroy qui avait ainsi mis fin à une discrimination inadmissible en démocratie, il a été contraint à la démission en raison des exigences de nouvelles économies formulées par le gouvernement Chirac et remplacé le 11 juin 1986 par M. Paul Reverdy. M. Quin fut un homme de concertation, aussi bien avec ses collaborateurs dont certains ont aidé pour la rédaction de son ouvrage, qu'avec le personnel et ses représentants. Il a été un président à part entière utilisant tous les pouvoirs des textes réglementaires, à la différence de ses prédécesseurs. Le livre est une sorte de cours d'économie appliquée à la gestion des entreprises avec de nombreux exemples vécus, notamment lors de sa présidence. Il reflète assez bien dans ce domaine et en général, la doctrine actuelle du PCF. Il est agrémenté de caricatures pleines d'humour signées Pef et de sous-titres quelquefois amusants : « Des cercles (de qualité) qui tournent rond » (page 205), quelquefois paradoxaux : « Elitaire pour tous (A. Vitez) » (page 195), toujours bien venus : « d'honorables correspondants » (page 170) », « Le profit en crise » (page 75). L'auteur est un homme de progrès et de courage. Il faut évidemment prendre le titre de son livre comme une incitation et non comme un rejet ainsi que certains l'avaient cru. Il n'hésite pas à décaler : « Malgré la qualité de l'école prestigieuse qui en porte le titre, il n'est plus aujourd'hui de formation vraiment « polytechnique ». Cela dépasse les capacités humaines (page 194) » ; lorsque l'on sait qu'il était entouré, surveillé et « aidé » par des anciens élèves de cette école ou leurs amis, l'on mesure les risques qu'il prenait, encore en poste, à porter de tels jugements. Il donna encore une preuve de sa rigueur en n'admettant point que sa conception du service public et de l'autonomie de gestion de l'entreprise (pourtant incluse dans RATP) fut remise en cause par son ministre de « tutelle ». Après avoir fait des contre-propositions et s'être maintenu jusqu'à la limite, il dû partir... la tête haute.

LA GESTION DÉMOCRATIQUE

C'est clair, l'auteur est pour la démocratie dans l'entreprise. Pas par idéalisme ou par doctrine, mais au nom de l'efficacité par une meilleure motivation de tout son personnel. C'est le meilleur moyen d'obtenir une bonne utilisation des moyens matériels et financiers à disposition, ainsi qu'une excellente adaptation au progrès technologique galopant et aux techniques de pointe. « Ce n'est pas facile. Les intérêts, les habitudes, la culture acquise, l'air que l'on respire, rendent le même hommage à la rentabilité, celle de l'argent. Il faut donc un peu de courage. Et aussi l'espoir que donne le sentiment d'avoir choisi, même à contre-courant, la bonne voie (page 229). A la rentabilité financière à court terme recherchée par les financiers, M. Quin oppose la rentabilité économique et sociale. Au lieu de la productivité capitaliste, rapport entre le profit et le capital, il définit le rapport valeur ajoutée sur capital comme le véritable objectif à atteindre pour une gestion plus humaine. A la place du tableau de bord à usage exclusif de la direction générale, il a établi, après concertation avec les organisations syndicales, une batterie d'indicateurs largement diffusée qui permet à l'ensemble du personnel intéressé de juger des résultats obtenus par l'entreprise et, ainsi, de se sentir concerné par les orientations à choisir. Toutefois « la gestion ne se négocie pas, sinon on court droit à la cogestion ou au contrôle ouvrier unanimement refusés

jusqu'ici » (page 197), ce qui n'est pas exact, ni en France - coopératives ouvrières - ni en Allemagne.

L'on commence donc à mieux mesurer les difficultés dans lesquelles se meuvent ceux qui prétendent faire du social, de

l'humain et de la concertation vraie, dans un système économique par nature implacable pour les modestes et les scrupuleux.

LES GRANDES ENTREPRISES PUBLIQUES ET PRIVÉES

Malgré les lois Auroux sur la participation des travailleurs à la gestion, M. Quin reconnaît la difficulté de mise en application de ses projets, surtout dans le secteur privé. Nous l'avons vu. Dans le secteur nouvellement nationalisé, en dépit de la loi de démocratisation des entreprises publiques : ... « La gestion n'a pas été tellement modifiée, les règles sont restées grosso-modo les mêmes (Le Figaro, 2 janvier 1985)... Les dirigeants des grandes entreprises nationalisées (à quelques exceptions près) sont issus des mêmes milieux et des mêmes grandes écoles... (Le Monde 28-29 avril 1985) ces phrases sont relevées par Cl. Quin. « Certes ... concède-t-il, il ne s'agit pas de faire l'apologie des déficits... » Alors ? serait-on tenté de répondre sans que l'ensemble de l'ouvrage n'apporte d'éclaircissements vraiment convaincants à cette interrogation, sauf l'affirmation d'un optimisme foncier sur l'issue des combats futurs, bien dans la ligne du PCF.

Ajoutons cette citation de Paul Fabra par l'auteur : « ... les opérations de change concernant les transactions à caractère purement financier sont dix fois plus importantes que celles relatives à des opérations traditionnelles d'exportations et d'importations ». (Le Monde du 22 juin 1985). Ainsi dans un système où les spéculations financières sont dix fois plus importantes, (ce qui signifie qu'elles sont plus profitables) que les échanges commerciaux agricoles et industriels, il y aurait place pour des préoccupations à caractère social ? Il suffit d'observer ce qui se passe journalièrement dans les grandes « bourses » du monde pour en déduire que la plupart des entreprises ne sont que prétextes à jeux financiers sans rapport avec l'utilité publique de la production.

LES CONCESSIONS

Pourtant la bonne volonté de Cl. Quin est indéniable. Vis-à-vis des milieux « dans le vent » : lors de son arrivée à la RATP, il accepte, après hésitation il est vrai, que les campagnes publicitaires lancées avant lui soient poursuivies et même amplifiées (page 15). Vis-à-vis des idées à la mode : l'innovation « le secteur public innove... » (page 78). 11 « découvrir » des moyens d'améliorer les rendements en réduisant les dépenses : « analyse de la valeur » définie dans le glossaire comme « l'analyse des fonctions de chaque unité composant le produit afin de rechercher la plus grande utilité pour le moindre coût » (page 233). C'est l'exemple typique d'un faux progrès, uniquement verbal, car il est bien évident que les ingénieurs n'ont point attendu les années 1980 pour orienter leurs recherches dans ce sens-là. De même, ne sont pas nouveaux : l'utilisation systématique du progrès technologique, la chasse aux rebuts et l'amélioration de la qualité, la diversification des appels d'offres extérieures afin de déjouer les coalitions d'intérêts, la simplification des appareillages techniques au lieu de la sophistication, péché mignon de nombreux techniciens, etc... (pages 147 à 150). Il est évident que l'accélération du progrès technique requiert une formation toujours mieux adaptée des hommes en vue d'améliorer leur qualification. Admettons seulement que la bonne façon de gérer consiste à rechercher dans tous les domaines, et pas forcément par des économies primaires de personnel, les coûts les plus faibles pour un service le meilleur possible ; il n'y a encore rien de nouveau...

CRÉATION OU SUPPRESSION D'EMPLOIS ?

Nous approuverons une annexe 2, page 94, introduite sous la signature de C. Masson qui signale les coûts cachés : un déplacement en automobile dans la région parisienne revient à 4,6 F à la collectivité en termes sociaux (entretien du réseau de voirie, contrôle et surveillance de la circulation et du stationnement, éclairage et signalisation) alors qu'un déplacement en transport en commun ne lui revient qu'à 3 F (indemnités versées aux transporteurs en compensation de l'obligation de maintenir des tarifs peu élevés) (2). Parmi ces coûts, celui du chômage : « Au total, suivant les modes de calcul et l'étendue des points de vue pris en compte, les chercheurs évaluent entre 50 000 F et 100 000 F le prix annuel (caché) direct et indirect d'un chômeur pour la collectivité. Pour l'entreprise qui licencie, c'est par contre un allègement de ses charges !...

A l'inverse, Cl. Quin pense que le meilleur rendement du transport collectif justifie le transfert vers celui-ci des déplacements individuels. Ainsi les entreprises publiques de transport pourraient créer des emplois. Ce fut le cas de la RATP qui a gagné 3.200 emplois nouveaux entre 1982 et 1984. L'auteur oublie que les progrès techniques qui avaient permis antérieurement la suppression des chefs de train du métro, des receveurs d'autobus, puis des pointonneurs, auraient fort bien pu se traduire par la suppression des conducteurs de métro. Le pilotage automatique est suffisamment au point : il assure le fonctionnement du métro de Lille depuis son ouverture, en mai 1983, sans personnel fixe sur les trains. Ce n'est que pour des raisons dites « sociales », en fait l'opposition des syndicats, que les conducteurs subsistent à Paris. Donc les emplois nouveaux auraient pu être économisés. Mais le PCF et la CGT sont obligés de faire croire à leurs adhérents que le plein emploi est toujours possible. La base ressent très mal les menaces de chômage, à juste raison dans le régime actuel. Les « luttes » portent souvent sur l'emploi. La doctrine marxiste d'agit-prop qui privilégie l'action sur le tas, entraîne les responsables à bécotter une idéologie de « casse » d'usines. Le patronat est accusé de vouloir la destruction de l'industrie française pour des raisons inavouables, alors qu'il ne cherche, avec les actionnaires et les financiers, que le profit maximal ; ce qui est le fondement du capitalisme international. Cl. Quin participe de son mieux à cette entreprise de désinformation. « La question est partout posée : les technologies nouvelles, l'informatique, les robots sonnent-ils le glas du travail humain ? Non ! Ce qu'ils annoncent, c'est une profonde transformation de celui-ci. Mais cette transformation ne comporte aucune fatalité de déqualification ou de rejet ». (page 29).

L'EXPORTATION DU CHÔMAGE

« Objectivement, le progrès technologique appelle des dépenses massives pour la recherche et la formation, donc pour les hommes. Il ne peut en être autrement que si l'on accepte la dépendance des pays qui ont pris de l'avance et si l'on se résigne à entrer dans une spirale de colonisation technique et de sous-développement scientifique... » (pages 29 et 30).

Ainsi faudrait-il que nous participions à la gigantesque et implacable lutte mondiale pour rejeter le chômage ailleurs. Il est vrai que certaines nations y réussissent et ont même créé des emplois. C'est le cas de l'Extrême-Orient et notamment du Japon, puis de la Corée du Sud, où les travailleurs acceptent des salaires et/ou des conditions de vie que certains, à droite, nous donnent en exemple. Ils inondent ainsi les marchés de produits à bas prix : photographie, Hi-Fi, TV et maintenant automobiles.

C'est aussi le cas des Etats-Unis en raison de leur faculté d'exporter leur chômage par des manipulations sur le dollar et une dette énorme aussi bien intérieure qu'extérieure, due en grande partie à des dépenses militaires galopantes. Il n'est pas sérieux de vouloir nous engager dans un tel combat, qui n'est pas pour rien dans l'extension du terrorisme, des prises d'otages, dans le déclenchement des conflits locaux, de plus en plus meurtriers et qui, à terme proche, menace d'entraîner un conflit majeur.

L'ILLUSION

Mêlez-vous de vos affaires !

Cl. Quin va jusqu'À écrire : « Une grande entreprise publique... peut, par exemple, imposer ses vues À l'Etat... elle peut encore plus facilement faire accepter ses projets par des collectivités publiques intermédiaires. Le poids de la technique risque alors de primer les choix politiques... » (page 221). C'est peut-être en réfléchissant À ces dernières phrases qui témoignent d'une appréciation, pour le moins fautive de la situation, qu'après son éviction de la RATP, il aura repris, probablement, ses cours de gestion des entreprises À l'Université. Quant À nous, nous retiendrons qu'entrer dans le jeu du système capitaliste en prétendant ignorer son inhumanité fondamentale relève de l'écueil.

(1) Mêlez-vous de vos affaires par Claude Quin, Édition J.C. Lattes - 1985 -243 pages.

(2) Sans compter l'investissement initial qui accroît encore la différence - rapport de M. Pierre Merlin (Université de Paris VIII).